

COMMISSION PERMANENTE DE CONTROLE LINGUISTIQUECOMMISSION SIEGEANT SECTIONS REUNIESSéance du 12 décembre 1996PRESENTS:

Mme A. VAN CAUWELAERT-DE WYELS, président

Section française:M. BERTOUILLE, vice-président,  
Mme SOUGNE, MM. CHERUY, LURQUIN et MOORAT,  
membres effectifs.Section néerlandaise:M. VAN EECKAUTE, vice-président,  
MM. MEEUS et VAN BUYTEN, membres effectifs,  
Mme CLAES, membre suppléant.Secrétaires:M. VAN SANTEN, directeur d'administration, adjoint  
bilingue,  
Mme DE PLAEN, conseiller adjoint.

\*

\*

\*

28.259/I/PN

RC/DV

Le ministre de la Défense nationale a demandé l'avis de la Commission permanente de Contrôle linguistique (C.P.C.L.), au sujet d'un projet d'arrêté royal fixant les cadres linguistiques de l'Office de Renseignements et d'Aide aux Familles de Militaires (O.R.A.F.).

Sur la base des articles 43 § 3, 5e alinéa, 60 § 1, et 61 § 5, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966 (L.L.C.), la C.P.C.L., siégeant sections réunies, a examiné ce projet en sa séance du 12 décembre 1996 et a émis l'avis suivant.

Le ministre propose de répartir comme suit entre les cadres linguistiques, les emplois du cadre organique:

Degré de la hiérarchie	Emplois prévus	Cadre N	Cadre F
3	2	1	1
5	2	1	1
6	6	3	3

Les organisations syndicales ont été consultées.

L'adaptation proposée des cadres linguistiques résulte de la modification du cadre organique (2 emplois d'inspecteur du travail social au lieu de 1 et la suppression de 2 emplois d'assistant social en chef), ainsi que de l'entrée en vigueur de la deuxième phase de l'arrêté royal n° 1 du 14 septembre 1994 qui détermine les grades des agents soumis au statut des agents de l'Etat constituant un même degré de la hiérarchie en 7 degrés au lieu de 8.

Dorénavant les inspecteurs du travail social seront répartis dans le 3ième degré de la hiérarchie au lieu du 4ième.

La C.P.C.L. émet un avis favorable à la répartition proposée.

La C.P.C.L. attire l'attention du ministre, que si le cadre organique définitif devait différer du projet de cadre organique, les cadres linguistiques envisagés devraient être resoumis à la C.P.C.L.

Cet avis est envoyé au ministre de la Défense nationale qui, conformément à l'article 61 § 3, 2ième alinéa, des L.L.C., est invité à communiquer à la C.P.C.L. la suite qu'il lui réservera.

Fait à Bruxelles, le 12 décembre 1996

Les Secrétaires,

Le Président,

Th. VAN SANTEN

M. DE PLAEN

A. VAN CAUWELAERT-DE WYELS